

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE VAL TERBI DU 10 DECEMBRE 2019 / N° 41

Président : M. Michel Darbellay, président du Conseil général

Secrétaire : Mme Esther Steullet, secrétaire du Conseil général

Lieu : Centre communal de Vicques – 1^{er} étage

1. Ouverture de la séance

Monsieur **Michel Darbellay**, souhaite la bienvenue aux conseillers communaux et aux conseillers généraux. Il salue les représentants de la presse et de la radio. Il n'y a personne dans le public.

La séance de ce soir a été convoquée :

- par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura n° 44 du 27 novembre 2019
- par convocation à domicile
- par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Ouverture de la séance
2. Procès-verbal du Conseil général du 24 septembre 2019
3. Questions orales et interventions
4. Réponse à la question écrite « Quels moyens pour la commission culturelle »
5. Réponse à la question écrite « 5G sur le Val Terbi – état des lieux ? »
6. Budget 2020
 - a. Fixation de la quotité d'impôt et autres taxes;
 - b. Discuter et approuver le budget de fonctionnement ;
 - c. Discuter et approuver le budget des investissements ;
 - d. Discuter et approuver les budgets bourgeois
7. Délibération et approbation du Règlement sur la jouissance des biens bourgeois et d'admission des nouveaux bourgeois de la Commune mixte de Val Terbi – Bourgeoisie de Vicques
8. Nomination d'un membre à la commission de l'école primaire Vicques-Vermes
9. Statuer sur la naturalisation ordinaire de M. KEROUANTON Bruno, de Mme GIRARD Karine et de leur fils Elouan
10. Constitution du bureau du Conseil général pour l'année 2020
 - a. Présidence
 - b. 1^{ère} vice-présidence
 - c. 2^{ème} vice-présidence
 - d. 2 scrutateurs
11. Communications

Les scrutateurs comptent les personnes présentes à la séance.

Présents: CERF PATRICK, CLERC Martin, CHARMILLOT Boris, CHARMILLOT Jean-Luc, CHETELAT Clovis, CHETELAT Jean-Paul, CHETELAT Martial, CHEVRE Samuel, DARBELLAY Michel, DUPRE Nicolas, FRICHE Gabriel, LACHAT Eric, LAMBERT Romain, MUNIER Alain, RYSER Alain, RUDOLF Dominique (Mme), SCHALLER Louise, STEULET Laurent, VOISARD Damien, WOLFF Catherine.

Excusés : MAITRE Jean-Baptiste, OBERLI David, SCHALLER Eric.

20 conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.
Monsieur le maire est présent ainsi que 6 conseillers communaux.

2. Procès-verbal du Conseil général du 24 septembre 2019

Le procès-verbal a été envoyé à chacun et chacune. Monsieur le Président propose de ne pas en faire la lecture. Il n'y a pas d'avis contraire.

Monsieur le Président demande s'il y a des remarques ou modifications à apporter.

Comme il n'y a pas de remarque, **Monsieur le Président** déclare ainsi le procès-verbal accepté tacitement avec remerciements à son auteure.

3. Questions orales et interventions déposées

1. Danger sur la piste cyclable Vicques - Courcelon.

Monsieur le Président, Cher-e-s Collègues, Mesdames et Messieurs les conseillers communaux,

Il y a quelques mois une personne handicapée en chaise électrique a chuté dans la Scheulte qui a provoqué sa mort.

L'endroit est dangereux (pensons en particulier pour les petits enfants à vélo), la route est à environ 50 cm du bord de la rivière, le lit se trouve à pic à 3-4 m. Dans le lit il y a des roches et même une carcasse de remorque. Aucune protection ne se trouve à cet endroit.

Question :

Afin d'éviter d'autres accidents à cet endroit et dans le but de protéger les enfants en particulier, ne serait-il pas possible d'installer un garde-corps sur quelques mètres et de contrôler par la même occasion s'il n'y aurait pas d'autres tronçons à protéger le long de la piste cyclable ainsi qu'à d'autres endroits sur le territoire de notre commune, par exemple les berges de la Gabiare dans le village de Vermes?
En cas d'accident, est-ce que la responsabilité de la commune est engagée ?

Merci de votre réponse.

Gabriel Friche

➤ Réponse du Conseil communal par Yvan Burri

Mesdames, Messieurs, l'accident regrettable auquel votre question se réfère a eu lieu sur le territoire de Courroux. En effet, sur ce tronçon, seule la piste cyclable appartient à la commune de Val Terbi. Quelques centimètres plus loin ainsi que les berges de la Scheulte sont sur le territoire de la commune voisine. Vous conviendrez dès lors que si des mesures devaient être prises, elles sont de leur ressort. Nous n'allons pas clôturer le bord de la piste cyclable. A ce titre notre maire portera à la connaissance des autorités de Courroux le souci que vous relevez dans votre question.

Les pistes cyclables sont avant tout faites pour des usagers responsables et maîtres de leurs vélos. Les enfants en bas âges doivent évidemment être accompagnés de personnes responsables. Nous pouvons prendre en exemple la piste cyclable Vicques-Courchapoix à proximité d'une route à grand trafic, réalisée par l'agglo, qui est séparée uniquement par une petite bande herbeuse.

Il est vrai que les berges de la Gabiare, dans le périmètre bâti ne sont de loin pas toutes munies de barrières et la possibilité d'y chuter est réelle. Je rappelle ici quelques principes de base selon les normes de la BPA sur la conformité des garde-corps :

- Dès l'âge de trois ans environ, les enfants sont capables de grimper par-dessus les garde-corps même si ceux-ci sont fermés.
- Sur les routes et leurs alentours on ne rencontre guère d'enfants non surveillés dont l'âge ne leur permettrait pas de discerner un risque de chute significatif.
- les incidents dans l'espace routier impliquant des chutes d'enfants sont si rares qu'ils ne sauraient être déterminants.
- pour garantir la protection des enfants d'âge préscolaire, le BPA recommande que les dispositifs de protection des surfaces d'appui jusqu'à 12cm de large aient une hauteur de 75cm, la hauteur étant mesurée depuis l'arête supérieure de la traverse inférieure. Cela s'applique essentiellement pour des constructions et pas dans l'espace routier hormis à proximité immédiate de garderies ou d'établissements fréquentés par des enfants.

Un examen de la situation locale avec pesée d'intérêts est à mener avant toute décision. Outre le risque, des aspects tels que le besoin de sécurité subjective malgré un risque effectif réduit la lisibilité du lieu ou encore des coûts adaptés sont notamment à considérer.

Dans le cas de murs de soutènement, pour une chute de 2 mètres, dans un environnement rural et avec un trafic piéton admis « moyen » (de 20 à 200 pers/jour) un dispositif de protection est généralement superflu et je crois que ce cas de figure est celui de Vermes.

En conclusion, concernant cette issue tragique, la responsabilité de la commune ne serait pas engagée.

J'espère avoir répondu correctement à votre question et vous remercie de votre écoute.

Yvan Burri

✓ Monsieur Gabriel Friche est partiellement satisfait

2. Appel d'urgence en cas de coupure téléphonique générale

Du 11 au 12 novembre, une coupure générale du réseau swisscom, aussi bien fixe que mobile, a touché plusieurs villages du Val Terbi.

Mes questions sont les suivantes :

- Quelle est la cause de cette panne ? et pour quelle raison a-t-elle touché aussi bien le réseau fixe que mobile ?
- Dans cette situation, existe-t-il une possibilité de contacter les services d'urgence ?
- Si ce n'est pas le cas, ne serait-il pas judicieux d'étudier une solution alternative (ex : réseau polycom) ?

Jean-Paul Chételat

➤ Réponse du Conseil communal par Michel Brahier

Un câble à fibres optiques a été endommagé dans l'après-midi du 11 novembre lors de travaux ; voilà pour la cause de la panne. Le réseau a été remis en service dans la nuit du 11 au 12 novembre, à 02h00 du matin. Le réseau de communication mobile a également été touché puisque ce câble endommagé dessert également des stations de communication mobile.

Le premier numéro d'urgence à appeler en Suisse, comme dans le reste de l'Europe, est le 112. Pour rappel, ce numéro doit être composé dans tous les cas d'urgence, quels qu'ils soient. En composant le 112, on est relié à la centrale d'alarme de la police.

Cela fonctionne aussi avec une carte SIM de l'étranger, ou si l'avoir d'une carte prépayée est épuisé. A toutes fins utiles, il existe une application permettant de contacter les secours sans réseau. Cette application à télécharger sur le site internet de Suisse Rando permet de donner l'alerte où que nous soyons, même s'il n'y a pas de réseau cellulaire.

En principe, lorsqu'une station de communication mobile est hors service, en général d'autres installations à proximité peuvent prendre le relais. Notre région de Val Terbi comprend de nombreuses faiblesses de couverture. Plusieurs projets sont en cours pour l'implantation de nouvelles stations et l'adaptation d'installations existantes dans le but d'améliorer justement la couverture de notre territoire.

✓ Monsieur Jean-Paul Chételat est satisfait

4. Réponse à la question écrite « Quels moyens pour la commission culturelle »

Auteur : M. Martin Clerc, conseiller général

Contenu de la question écrite

http://www.val-terbi.ch/Htdocs/Files/v/8263.pdf/Conseil-general/SKM_C25819100314060.pdf

Réponse du Conseil communal :

Le Conseil communal est tout à fait conscient que le Centre communal est un très bel outil qui est, grâce à ViCult-urelle, connu bien au-delà des frontières communales.

A la question "Quelle est la position du Conseil communal concernant la commission culturelle, et les moyens qui lui sont mis à disposition pour fonctionner ? le Conseil communal peut répondre.

Ces dernières années, la Commune a investi plusieurs dizaines de milliers de francs pour équiper le Centre communal mais surtout pour faciliter le travail de la commission en installant une perche d'éclairage, en créant des toilettes pour les artistes dans les loges, ainsi qu'un local de rangement.

Une nouvelle sonorisation ainsi qu'une table de mixage viennent tout juste d'être commandées. Ces investissements permettront à la commission de réduire substantiellement les coûts de locations de matériel.

Au travers du dicastère « Générations », le Conseil communal collabore avec la Commission ViCult-urelle à l'organisation des manifestations, ceci au regard des objectifs assignés à cette Commission spécifique.

A la demande des autorités de Val Terbi, une rencontre aura lieu prochainement avec le Théâtre du Jura afin de s'assurer d'une bonne répartition des spectacles dans les diverses localités jurassiennes pourvues d'infrastructures capables d'accueillir ce type de représentations.

En résumé, le Conseil communal souhaite que l'on puisse poursuivre la mise en œuvre d'une offre culturelle riche et variée dans notre commune.

✓ M. Martin Clerc est satisfait.

5. Réponse à la question écrite « 5G sur le Val Terbi – état des lieux ? »

Auteur : M. Romain Lambert

(Contenu de la question écrite)

http://www.val-terbi.ch/Htdocs/Files/v/8265.pdf/Conseil-general/SKM_C25819100314440.pdf

➤ **Réponse du Conseil communal**

En préambule, le Conseil communal rappelle qu'il a conscience que l'introduction de cette nouvelle technologie suscite de nombreuses questions et que les informations qui circulent à ce sujet ne sont pas toujours correctes.

Les preuves scientifiques actuelles n'indiquent aucune nocivité sanitaire selon le porte-parole de Swisscom.

Il faut dire que l'enjeu est d'importance : la 5G, c'est un peu la giga-autoroute de données de la téléphonie mobile du futur. Grâce à une augmentation considérable de la bande passante, l'utilisateur pourra surfer jusqu'à 100 fois plus vite que ce que permet l'actuelle 4G, avec aussi la perspective d'un nombre démultiplié de connexions et d'usages pour l'économie, l'industrie et la santé, domaines où les objets connectés vont devenir la règle.

Le Conseil communal a rencontré un représentant de Swisscom qui a pu renseigner l'autorité communale sur les enjeux de cette nouvelle technologie. Il faut savoir que la 5G permettra d'assurer une connexion internet à haut débit sur l'ensemble du territoire communal, y compris pour les fermes les plus isolées.

Sur la base des considérations qui précèdent, le Conseil communal répond de la manière suivante aux questions qui lui sont posées :

La commission de l'urbanisme, respectivement le Conseil communal a-t-il connaissance des équipements qui seront effectivement installés par Swisscom sur cette antenne, au-dessus de Montsevelier ?

Le permis de construire déposé par Swisscom répond à toutes les exigences en la matière. Il est très complet et décrit en détail les équipements qui seront installés sur l'antenne en question. Le dossier de demande de permis de construire comprend une justification concernant le besoin de couverture et le choix de l'emplacement. Suite aux renseignements complémentaires demandés par la commission de l'urbanisme, Swisscom répond que l'installation doit se situer dans la zone qu'elle dessert. Le but est de desservir en particulier les habitants de Montsevelier. Or, plus la distance entre l'installation et les utilisateurs est grande, plus la puissance de l'installation doit être élevée. En outre, le téléphone portable émettra avec davantage de puissance et l'utilisateur sera exposé plus fortement au rayonnement.

Puisque le groupe de travail de l'OFEV rendra son rapport sur la 5G seulement en fin d'année 2019, le Conseil communal a-t-il validé le permis de construire déposé par Swisscom ?

Le Conseil communal a validé le dossier afin de la transmettre à la Section cantonale des permis de construire pour publication comme l'exige la procédure. L'Office de l'environnement est chargé de vérifier si l'installation est conforme à l'ordonnance sur le rayonnement non ionisant (ORNI). Les dossiers sont bloqués pour l'instant dans l'attente des conclusions du groupe de travail cité ci-dessus. La demande de permis de construire pourra être délivrée par le Canton immédiatement dès que la situation sera éclaircie. Dans tous les cas, les oppositions ont peu de chance d'aboutir si l'Ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant est respectée. Les communes ne sont par ailleurs pas compétentes en la matière puisque seule la Confédération peut autoriser la pose d'antenne.

Le jour où Swisscom interviendra sur ses antennes déjà en place, quels sont les moyens pour les autorités de Val Terbi de vérifier ce qui est réellement installé comme émetteur ?

Le Conseil communal attend les conclusions du rapport du groupe de travail fédéral pour connaître sa marge de manœuvre qui lui permettra de demander des renseignements sur les installations prévues sur les différentes antennes propriété des différents opérateurs.

- ✓ M. Romain Lambert est partiellement satisfait et demande l'ouverture d'une discussion, étant donné que l'étude est toujours en cours à la Confédération, afin de savoir au cas où la 5G pose problème, si le projet sera reporté ?
En outre, le rapport conclut à pas grand-chose, sans aucune prise de position.
Le Conseil communal maintient-il son avis sur le sujet ?

Monsieur le Président ouvre une discussion, suite à l'approbation de l'ensemble des conseillers généraux.

- Christophe Fleury informe qu'il a également pris connaissance de ce rapport et est aussi surpris de la conclusion car, il attendait des éclaircissements.
Le Canton est habilité à délivrer les autorisations communales mais, c'est la commune qui doit se renseigner auprès des opérateurs mais, apparemment ceux-ci ne peuvent pas fournir des informations détaillées.



Il s'agit de rester attentifs à cette problématique.

6. Budget 2020

Entrée en matière : M. Claude-Alain Chapatte, conseiller communal

Mesdames, Messieurs les Conseillers généraux, le Conseil communal vous demande d'accepter le budget 2020

- a. Fixation de la quotité d'impôt et autres taxes;
- b. Discuter et approuver le budget de fonctionnement ;
- c. Discuter et approuver le budget des investissements ;
- d. Discuter et approuver les budgets bourgeois

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Débat de fond : M. Claude-Alain Chapatte, conseiller communal

Comparaison 2018, 2019 et 2020

Après deux années (2018 et 2019) qui affichaient des budgets déficitaires aux alentours de 250'000 francs, le budget pour 2020 est équilibré (+5'300 francs).

Le budget 2020 est présenté dans son nouveau format comptable : le MCH2. Ce nouveau plan comptable permettra à terme une meilleure comparaison entre les communes et une approche plus pointue des dépenses communales qui sont mieux ventilées et détaillées. Si le résultat n'est pas modifié par ce nouveau plan, la lecture s'avère plus ardue car la comparaison n'est plus systématiquement possible avec les années antécédentes.

Taxes et quotité

Les taxes et quotité sont inchangées à l'exception de la taxe des eaux pour Vermes (voir plus de détails sous services communaux).

Les principales variations

- Part communale à l'ESVT : 288'000 francs, en augmentation de 36'000 francs par rapport aux comptes 2018
- Part communale sur les charges de l'enseignement : 3'275'000 francs en hausse de 138'000 francs par rapport aux comptes 2018

- Part communale à l'AVS : 1'027'000 francs en hausse de presque 100'000 francs par rapport aux comptes 2018
- Total des intérêts des dettes consolidées : 203'000 francs en baisse de 60'000 francs par rapport aux comptes 2018

Impositions

Les impôts sur le revenu sont estimés en hausse à 5,67 millions (+57'000), en tenant compte de la décision populaire de ne pas reporter la baisse fiscale de 1 %. Les impôts sur les personnes morales sont estimés stables en prévision des nouveaux taux liés aux entreprises (RFFA).

De manière générale, l'imposition est stable, mis à part le fonds de compensation financière.

Volatilité de la péréquation financière (fonds de compensation financière)

Ce montant, calculé en fonction de notre indice des ressources qui se situe à 67% de la moyenne JU, s'élèvera à 1,34 million en 2020. Il s'élevait à 1,07 million en 2019 et à 1,21 million en 2018. Ces variations annuelles sont importantes et leur fluctuation est difficile à prévoir. En effet, en plus de notre indice des ressources, cette contribution évolue aussi en fonction des revenus des autres communes. Suite au nouveau taux d'imposition sur les entreprises, il faut être très prudent sur les montants qui nous seront alloués ces prochaines années.

Maîtrise des charges communales versus charges cantonales

Dans leur ensemble, les charges communales sont maîtrisées.

On ne peut, une fois de plus, pas en dire autant des charges liées. En effet, l'augmentation des charges de l'enseignement cumulées à celles de l'action sociale représentent 238'000 francs (versus comptes 2018). Heureusement, la fluctuation à la hausse de la péréquation permet de compenser ces hausses, en tout cas à court terme.

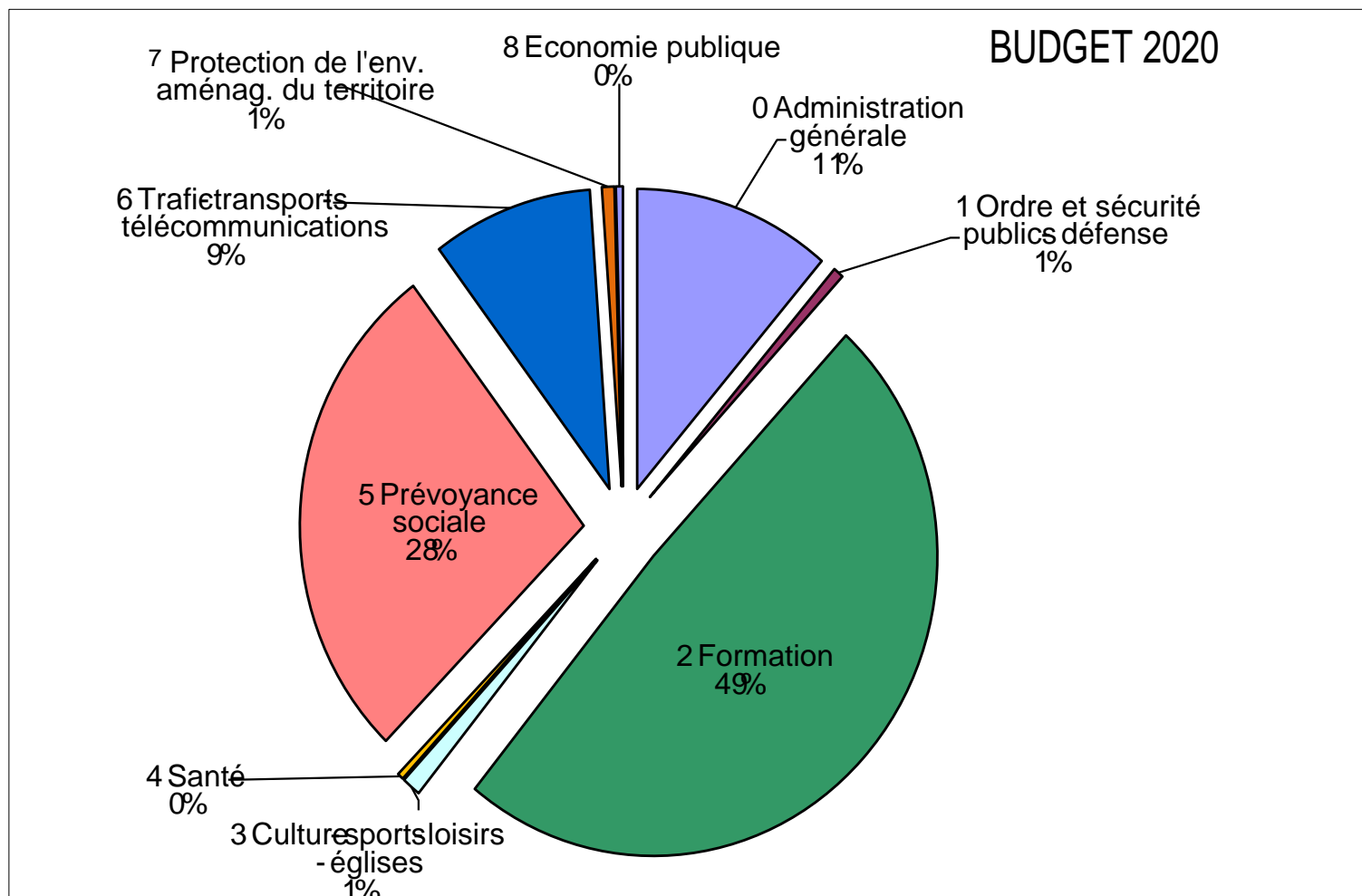
Cependant, il est primordial et urgent de faire avancer le dossier de la répartition des charges entre canton et communes et celle de la péréquation. **Le principe du « qui commande paye » n'est actuellement pas respecté puisque nous ne pouvons pas agir sur ces charges liées qui dépendent des décisions du canton** (et de la confédération). De plus, le montant que nous recevons de la péréquation est insuffisant en comparaison à la manne disponible dans les communes plus aisées que la nôtre.

Comptes municipaux MCH1

	Budget 2018	Budget 2019
1 Autorité/ Administration	742'175.00	780'750.00
2 Travaux publics	391'373.55	407'300.00
3 Police, Protection Civile	19'900.00	25'130.00
4 Hygiène publique		0.00
5 Instruc., culture, sport	3'897'371.35	4'076'550.00
6 Action sociale	2'385'100.00	2'437'740.00
7 Economie publique	103'300.00	94'400.00
8 Finances	1'043'268.00	961'930.00
9 Imposition	-8'328'750.00	-8'534'700.00
11 Enlèvements des ordures	autofinancement	autofinancement
12 Inhumations	autofinancement	autofinancement
13 Service du feu	autofinancement	autofinancement
14 Canalis. & inst.épur.eaux	autofinancement	autofinancement
15 Service des eaux	autofinancement	autofinancement
Resultat chapitre 1-15	253'737.90	249'100.00

Comptes municipaux MCH2

	Budget 2020	
0 Administration générale	1'000'600.00	charges
1 Ordre et sécurité publics - défense	53'000.00	charges
2 Formation	4'351'700.00	charges
3 Culture - sports - loisirs - églises	95'800.00	charges
4 Santé	31'300.00	charges
5 Prévoyance sociale	2'440'500.00	charges
6 Trafic - transports - télécommunications	812'900.00	charges
7 Protection de l'env.-aménag. du territoire	62'700.00	charges
8 Economie publique	35'700.00	charges
9 Finances - impôts	-8'889'500.00	produits
	- 5'300.00	



Autofinancement et investissements

La capacité d'autofinancement est de 1 million de francs (en hausse de 160'000 francs par rapport au budget 2019). Cette somme apparaît relativement stable depuis 2017 et **permet en théorie de financer 1,25 million de francs d'investissements**.

Une liste complète des investissements est annexée à ce message. **Les investissements qui impactent le budget de fonctionnement représentent une somme de 1 million de francs.** Pour 2020, les sommes investies permettent de ne pas dépasser notre capacité d'autofinancement. Cependant, les besoins pour la fin de la législature sont importants. Le Conseil communal (ci-après le CC), avec l'appui de la commission des finances, a établi un plan financier à 5 ans. **Ce document validé par la commission des finances a permis d'établir que les investissements prévus pour la législature sont possibles sans péjorer la situation financière de la commune.**

Services communaux

- **7100 : approvisionnement en eau potable (Vermes)**

Le CC propose d'augmenter les taxes qui étaient restées inchangées après la fusion. Ces nouveaux tarifs permettent d'équilibrer ce service communal.

La taxe de base passe à 80 francs (60 francs en 2019). Le prix au mètre cube est augmenté à 1.70 franc (1.10 en 2019). Ces nouveaux tarifs sont désormais proches de ceux pratiqués par le SEVT.

- **7200 : assainissement des eaux usées**

Quelques modifications sont la conséquence de la connexion de Montsevelier au SEDE et de la disparition de sa STEP. Le service boucle avec un « bénéfice » de 63'800 francs (financement spécial).

- **7300 : gestion des déchets**

Le bénéfice attendu est de 13'700 francs malgré de fortes dépréciations (prudence comptable) dues à l'incertitude de l'évolution de la situation de la reprise des déchets au niveau du district. Si la situation continue d'évoluer favorablement en 2020, le CC étudiera une baisse modérée de la taxe.

- **7410 : correction des cours d'eau**

La commune a beaucoup de cours d'eaux et énormément de retard dans leur entretien. Le CC propose donc d'affecter un montant important de 43'000 francs pour commencer à entretenir ces berges de façon convenable. Ces prochaines années, des montants du même ordre de grandeur seront affectés au gros entretien.

- **7710 : Cimetières**

Le fonds pour l'entretien des cimetières étant épuisé, le déficit prévu de 12'900 francs devra être couvert par les impôts communaux.

Bourgeoisies

Comme l'année passée, les bourgeoisies affichent un léger bénéfice au budget. Pas de commentaire particulier.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bourgeoisie Montsevelier	11'610.00	4'245.00	4'875.00	- 1'020.00	- 1'020.00	5'305.00	4'100.00
Bourgeoisie de Vermes	9'383.00	7'757.00	11'183.00	8'463.00	8'463.00	4'463.00	4'763.00
Bourgeoisie de Vicques	- 35'570.00	4'690.00	- 13'650.00	- 13'930.00	- 14'230.00	- 10'090.00	- 3'610.00
Résultat des bourgeoisies	- 14'577.00	16'692.00	2'408.00	- 6'487.00	- 6'787.00	- 322.00	5'253.00

Commentaire

Le budget 2020 est satisfaisant à court terme, grâce à l'apport de la péréquation financière.

Cependant, comme souvent évoqué, il n'existe quasiment plus de possibilités de compresser les dépenses sur lesquelles nous décidons (hormis la suppression de prestations). La situation est structurelle, principalement en raison de notre indice fiscal nettement en-dessous de la moyenne cantonale et de l'évolution des charges liées sur lesquelles nous ne décidons rien. De plus, les nouveaux taux d'imposition des entreprises et l'enlèvement du dossier de la répartition des charges sont des paramètres qui doivent nous inciter à la prudence.

Comme la parole n'est plus demandée, **Monsieur le Président** propose de passer au vote les points

a) – d).

a. Fixation de la quotité d'impôt et autres taxes

Monsieur le Président soumet à votation la quotité d'impôt et les autres taxes pour 2020.

➤ **Votation : la quotité d'impôt, ainsi que les taxes communales et les tarifs de vacations tels que présentés ce soir sont acceptés à l'unanimité.**

b. Budget de fonctionnement 2020

Monsieur le Président soumet à votation le budget de fonctionnement 2020 tel que présenté par le Conseil communal. Le budget de fonctionnement présente un excédent de produits de 5'300 francs.

- **Votation : le budget de fonctionnement 2020 tel que présenté ce soir est accepté à l'unanimité.**

c. Budget des investissements 2020

Monsieur le Président soumet à votation le budget des investissements 2020 tel que présenté par le Conseil communal

- **Votation : le budget des investissements 2020 tel que présenté ce soir est accepté à l'unanimité.**

d. Budgets bourgeois 2020

Monsieur le Président soumet à votation les budgets bourgeois 2020 des villages de Montsevelier, Vermes et Vicques tels que présentés par le Conseil communal.

- **Votation : les budgets bourgeois 2020 des villages de Montsevelier, Vermes et Vicques tels que présentés ce soir sont acceptés à l'unanimité.**

La récapitulation du budget ainsi que les taxes communales 2020 de la commune mixte de Val Terbi se trouve sur notre site internet www.val-terbi.ch

- Le Président remercie le Conseil communal pour le travail effectué et pour ces perspectives réjouissantes en regard des précédents budgets.

7. Délibération et approbation du Règlement sur la jouissance des biens bourgeois et d'admission des nouveaux bourgeois de la commune mixte de Val Terbi – Bourgeoisie de Vicques

Entrée en matière : M. Michel Brahier

Actuellement, deux règlements régissent la Bourgeoisie de Vicques. Celui définissant les modes de gestion des biens date de 2009 et l'autre traite de l'admission des nouveaux bourgeois.

Suite à la fusion de notre commune, tous nos règlements ont été revus et adaptés selon un canevas défini.

Ainsi, l'admission des nouveaux bourgeois et la jouissance de leurs biens sont intégrées dans un seul règlement où les dernières modifications de lois supérieures y ont été intégrées.

Aussi, je vous propose d'entrer en matière.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Débat de fonds

Bases légales :

Modifications et adaptations des termes usuels suite à la fusion de la commune et la création du Triage forestier.

Chapitre I :

Art.2 : Intégration de la notion de l'admission des nouveaux bourgeois

Chapitre II :

- Art. 7 : Intégration d'une compétence dévolue au Conseil communal pour effectuer des contrôles lors d'un doute quant au statut d'un agriculteur.
- Art. 11 : Remplacement du mot amodiatore (personne qui loue) par locataire.
- Art. 13 : Introduction des alinéas 7 et 8 pour se mettre en conformité avec les lois en vigueur, tout particulièrement pour respecter la faune sauvage.

Chapitre III

RAS

Chapitre IV :

- Art. 22 : Intégration de la notion du Triage forestier.

Ce règlement a été contrôlé par l'Economie rurale avant d'être validé par le Délégué aux affaires communales en date du 27.05.19.

Ce règlement a été accepté par le Conseil communal en date 20.08.19, suite au préavis de la Commission bourgeoise.

Enfin, ce règlement a également été accepté par l'Assemblée bourgeoise du 30 septembre dernier, précédé des publications officielles.

Michel Brahier

Monsieur le Président ouvre une discussion. La parole n'est pas demandée.

- ***Au vote, les membres du Conseil général adoptent à l'unanimité le règlement sur la jouissance des biens bourgeois et d'admission des nouveaux bourgeois de la commune mixte de Val Terbi – Bourgeoisie de Vicques.***

8. Nomination d'un membre à la commission de l'école primaire Vicques-Vermes

Durant la législature 2018-2022, la commission d'école de Vicques-Vermes se compose de 7 membres nommés par le Conseil général.

Madame Carine Bron Oberli a fait part de sa démission pour la fin de l'année scolaire 2018-2019.

Afin de la remplacer à cette fonction, les groupes politiques ont été invités à proposer des candidats susceptibles d'assumer ce mandat.

Le groupe VTE a proposé la candidature de M. Carlos PENA de Vicques. Il est convaincu que ses compétences en matière d'enseignement ainsi que son expérience d'ancien conseiller général apporteront un plus pour le travail de la commission d'école.

Monsieur le président ouvre une discussion. La parole n'est pas demandée.

Au vote : les membres du Conseil général accepte à l'unanimité la candidature de Monsieur Carlos Pena de Vicques.

Le Président remercie Madame Carine Bron Oberli pour son dévouement à cette fonction durant plusieurs années et tient à féliciter Monsieur Carlos Pena d'accepter ce mandat.

9. Statuer sur la naturalisation ordinaire de Monsieur Bruno KEROUANTON, de Madame Karine GIRARD et de leur fils Elouan

Entrée en matière : M. Michel Brahier, maire

Objectif : statuer sur la naturalisation de Monsieur Bruno KEROUANTON, de Madame Karine GIRARD et de leur fils Elouan

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Le Service cantonal de la population a procédé dernièrement à l'audition de Monsieur Bruno KEROUANTON, de son épouse Madame Karine GIRARD et de leur fils Elouan.

Cette famille a déposé une requête visant à l'obtention de la naturalisation suisse, respectivement à l'octroi du droit de cité cantonal et communal. En ce qui concerne le droit de cité communal, il appartient au Conseil général de le leur accorder.

Comme les résultats de ces examens sont positifs, je vous propose d'entrer en matière.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Débat de fond

Monsieur Bruno KEROUANTON est né le 02 novembre 1971 en France, plus précisément à Brest. En 2007, il réside à Vicques, plus précisément à la rue des Mayettes n° 5.

Son épouse, Madame Karine GIRARD, est née aussi en France, à Nantes, le 16 février 1973. Elle est arrivée en Suisse avec son époux à la même date. Quant à leur fils Elouan, il est âgé de 13 ans et suit sa scolarité à Vicques.

Le mari a travaillé pendant 11 ans au Service informatique du canton du Jura. Depuis le 1^{er} mai de cette année, il a créé sa propre société d'informatique et de cyber sécurité dénommée Stay-Zen Sarl ici à Vicques. Quant à son épouse, elle travaille à la fiduciaire FIDAG Jura SA, anciennement appelée Juravenir.

Cette famille se sent bien en Suisse. Elle se sent en phase avec les valeurs suisses. Le mari a fait partie du corps des sapeurs-pompiers de Val Terbi et son épouse est active à la Ludothèque.

Le Conseil communal est favorable à cette demande de naturalisation et vous recommande d'accorder le droit de cité communal à Monsieur Bruno KEROUANTON, à son épouse Madame Karine GIRARD ainsi qu'à leur fils Elouan. Selon le tarif des émoluments en vigueur, la somme de CHF 500.- plus les frais administratifs seront perçus pour le traitement du dossier.

Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le président ouvre une discussion. Personne ne prend la parole.

Au Vote : le Conseil général statue favorablement sur la naturalisation ordinaire de Monsieur Bruno Kerouanton, son épouse Karine Girard et leur fils Elouan à l'unanimité.

Le Président tient à adresser les félicitations du Conseil général à ces trois personnes.

10. Constitution du bureau du Conseil général pour l'année 2020

- a. Présidence
- b. 1^{ère} vice-présidence
- c. 2^{ème} vice-présidence
- d. 2 scrutateurs

Monsieur le Président informe que le bureau du Conseil général sera voté à main levée. La votation se fera à bulletin secret lors de proposition de plusieurs candidats pour le même poste.

a. Présidence

Monsieur le Président propose Monsieur **Martial Chételat** (PDC & Symp.), Vicques à la présidence.

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

➤ ***Monsieur Martial Chételat est élu à la présidence à l'unanimité avec applaudissements.***

b. 1^{ère} vice-présidence

Monsieur le Président propose Monsieur Boris Charmillot (VTE), Montsevelier à la 1^{ère} vice-présidence.

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

➤ ***Monsieur Boris Charmillot est élu à la 1^{ère} vice-présidence à l'unanimité avec applaudissements.***

c. 2^{ème} vice-présidence

Monsieur le Président propose Madame Catherine Wolff (VTE), Vermes à la 2^{ème} vice-présidence.

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

➤ ***Madame Catherine Wolff est élue à la 2^{ème} vice-présidence à l'unanimité avec applaudissements.***

d. 2 scrutateurs

Monsieur le Président propose Monsieur Alain Ryser (PDC), Vermes comme 1^{er} scrutateur.

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

➤ ***Monsieur Alain Ryser est élu 1^{er} scrutateur à l'unanimité avec applaudissements.***

Concernant la nomination du 2^e scrutateur, le bureau propose Monsieur **Michel Darbellay**, président sortant (CoVal).

Monsieur le Président demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

➤ ***Monsieur Michel Darbellay est élu 2^{ème} scrutateur à l'unanimité avec applaudissements.***

Le calendrier 2020 a été fixé. Les dates retenues des séances du CG, soit les mardis à 19h.30 sont :

- 17 mars 2020
- 19 mai 2020
- 30 juin 2020
- 22 septembre 2020
- 17 novembre 2020 (réserve)
- 15 décembre 2020

Monsieur le Président donne la parole au futur président **Monsieur Martial Chételat** et remercie le Conseil général de la confiance témoignée à son égard, le bureau du Conseil général ainsi que les membres des autorités communales pour le travail accompli.

Monsieur Martial Chételat, nouveau président prend la parole :

Martial Chételat dans son discours inaugural ne cache pas son émotion suite à son élection à l'unanimité en tant que président du Conseil général pour 2020. « C'est avec grand honneur que j'accepte ce mandat. La confiance que vous me témoignez me touche profondément ».

Et de relever que c'est son attachement à Val Terbi, ainsi que son enracinement dans les diverses localités de la commune fusionnée, où il a passé différents moments de sa vie, qui est le moteur de son engagement. « Je mettrai toute mon énergie à remplir les responsabilités qui me seront confiées.

11. Communications

CONSEIL COMMUNAL

1. Défibrillateurs

Pierre Lovis

Suite aux motions déposées et acceptées lors du Conseil général du 19 mars dernier, le Conseil communal s'est attelé à la tâche pour concrétiser cette demande.

Nous avons reçu des offres de trois entreprises différentes et nous avons choisi de travailler avec la Fondation RéaJura Coeur.

Au début de l'année 2020, six défibrillateurs seront posés sur le territoire de Val Terbi.

Une information sera donnée à la population puis, des cours sur inscription prévus dans les contrats seront organisés. Ces cours seront pris en charge intégralement par la commune. Ils donneront droit à un certificat reconnu. Nous espérons que l'intérêt de chacun sera grand pour se former aux premiers secours, et nous invitons déjà toutes personnes à y réfléchir pour être prêtes à s'inscrire au moment voulu. J'ose croire, que les initiateurs des motions et ceux qui l'ont soutenue, sauront donner l'exemple.

Je vous souhaite une belle fin de soirée, de joyeuses fêtes, une bonne année et bonne santé pour 2020.

2. Assainissement des bâtiments communaux

Pierre Lovis

Mesdames, Messieurs,

Le programme d'assainissement des bâtiments communaux est à nouveau chamboulé.

L'intention était, comme je vous l'ai annoncé lors de la séance du Conseil général du 24 septembre dernier, que, après la halle de Montsevelier et l'école de Corban, qui sont des chantiers terminés, de suivre avec l'école primaire de Geneveret puis celle de Montsevelier.

Suite aux soucis de ne pas avoir droit aux subventions du SEN pour l'école de Geneveret, pour cause de moins de 50 ans depuis les dernières aides financières, nous avons décidé d'inverser le programme.

Les délais étant courts, suite à ce changement, la commission des bâtiments, le bureau d'architecture et le bureau d'ingénieurs ont travaillé d'arrache-pied pour pouvoir vous présenter ce projet-le plus vite possible.

En parallèle, nous avons effectué les démarches auprès du Service de l'Enseignement (SEN) en vue d'obtenir leur accord subordonné à l'octroi de subventions. Comme cet accord nous est parvenu tout dernièrement, mais juste trop tard pour la séance de ce soir, nous serons en mesure de vous soumettre cet objet à la prochaine séance du Conseil général.

Au vu des montants prévus, une votation par le peuple sera certainement nécessaire.

Nous travaillerons également, sur l'assainissement de l'école En Geneveret en déclenchant toute la procédure nécessaire.

Je remercie pour votre attention.

CONSEIL GENERAL

1. Energie éolienne - résolution

Michel Darbellay

La résolution a fait son effet, notamment sur la question de la considération des communes. A l'issue de la phase de projet-modèle de la Haute-Borne, une évaluation du processus de planification et de participation sera effectuée, en particulier concernant le rôle attribué aux communes.

L'ajout du périmètre « Grande-Schönenberger » est mentionné comme à considérer au terme du projet-pilote.

Ce genre d'intervention est opportun et il tient à remercier les conseillers généraux qui ont appuyé cette démarche de manière constructive.

2. Message du président sortant

Michel Darbellay

Une année qui s'achève, c'est l'occasion de jeter un regard sur les mois écoulés avant de se tourner vers 2020.

Notre Conseil général s'est réuni à six reprises pour débattre et statuer sur les importants dossiers de notre collectivité. Finances communales, aménagement local, projet Scheulte, pollution lumineuse, traitement des micro-polluants, équipement de défibrillateurs, traversée de Courroux ou encore plan éolien figurent parmi les sujets sur lesquels notre législatif s'est penché. L'adoption de différents règlements marque par ailleurs la finalisation du processus de fusion.

On peut affirmer que notre commune fusionnée a trouvé ses marques. Le Conseil communal et le Conseil général travaillent en effet de pair à apporter des solutions aux défis que notre territoire doit relever, aussi bien en termes d'aménagement du territoire, de vie locale, de finances ou encore de services à la population.

La considération des minorités et des villages, bien que toujours perfectible, n'est pas écartée, avec une constante recherche des équilibres dans nos actions. Le législatif se doit évidemment d'être à l'écoute de la population et chacun de vous peut se faire le relais des préoccupations des habitants de notre commune, mais aussi et surtout de leurs propositions, dans le respect des processus démocratiques.

Si la fusion s'avère concluante, c'est grâce à un engagement à tous les niveaux.

Le travail des commissions communales, la spécialisation du personnel sur des thématiques toujours plus complexes, l'implication des instances communales et des services efficaces ont profité de la fusion, qui montre ainsi de nets avantages par rapport aux collaborations intercommunales, lesquelles mobilisent d'importantes ressources et compliquent singulièrement les procédures comme nous pouvons régulièrement le constater.

Les portes de Val Terbi sont ouvertes aux communes voisines non seulement dans une perspective de recherche d'efficacité mais véritablement de destinée collective, d'une seule et même région.

Enfin, au moment de remettre mon mandat de président, je tiens à vous remercier, membres du Conseil communal et du Conseil général ainsi que l'ensemble du personnel communal pour votre engagement en faveur de notre collectivité en 2019.

A l'approche des fêtes de fin d'année, je vous souhaite à vous et à vos proches mes meilleurs vœux de bonheur, de santé et de prospérité pour 2020.

3. Martial Chételat futur président – remerciements au président sortant

Dans son discours, le futur Président tient à relever l'engagement hors du commun assumé parfaitement par Michel Darbellay durant son mandat et, de souligner ses compétences professionnelles maîtrisées avec dynamisme mais surtout sa capacité d'écoute ainsi que son esprit d'ouverture et sa disponibilité.

Le président a le verbe facile et souvent agrémenté d'une note d'humour.

Tout en continuant avec un peu d'humour, il tient à souligner quelques traits de caractère de Michel Darbellay en lien avec ses origines valaisannes, ses compétences et le Jura évidemment.

En conclusion, au nom des autorités communales, au nom du bureau du CG notamment, le président sortant est remercié pour le travail accompli et le bon fonctionnement du Conseil général et pour toutes les tâches assumées au cours de son mandat.

- Michel Darbellay, tient à remercier chaleureusement Martial Chételat pour ce discours particulièrement élogieux.

Constatant que l'ordre du jour a été épuisé, **Monsieur le Président** remercie les membres du Conseil général et du Conseil communal de leur participation et leur engagement.

Il lève la séance à 20h.30 et invite chacune et chacun à un apéritif de fin d'année.

La prochaine séance du Conseil général se tiendra le **mardi 17 mars 2020 à 19h30.**

Vicques, le 10 décembre 2019

AU NOM DU CONSEIL GÉNÉRAL

Michel Darbellay Esther Steullet

Président Secrétaire